

#CFDT

ENTRETIEN. Retraites : pour Laurent Berger, le statu quo n'était plus possible



Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT. | DANIEL FOURAY / OUEST-FRANCE

Propos recueillis par Patrice
MOYON.

Publié le 17/04/2018 à 21h39

Le secrétaire général de la CFDT hausse le ton. Dans un entretien à Ouest-France, il défend la place des corps intermédiaires et des syndicats. Et invite le gouvernement à sortir de « l'arrogance ».

Avec **Emmanuel Macron**, comme avec les trains, une réforme peut en cacher une autre. Celle des retraites vient d'être lancée. Le Président de la République a déjà confirmé que les régimes spéciaux devraient disparaître. Secrétaire général de **la CFDT**, Laurent Berger dénonce « **l'arrogance et l'absence d'empathie** » qui a prévalu à l'occasion de la réforme de la SNCF. Un dossier miné car le système de retraites français est le fruit de l'histoire sociale française. Une accumulation de strates avec une quarantaine de régimes spéciaux. Un système « **complexe, inéquitable et peu lisible** » comme le résume un document transmis aux partenaires sociaux et auquel l'AFP a eu accès. Reste à le transformer. Pas gagné.

La réforme des retraites vient d'être lancée. Qu'est-ce que vous en attendez ?

Dimanche, le Président de la République a dit qu'il était attaché au système de retraite par répartition. La CFDT aussi car c'est un formidable outil de solidarité intergénérationnelle. Dans cette réforme, on a besoin de plus de lisibilité, d'équité notamment avec la prise en compte des carrières longues, des polypensionnés, des carrières interrompues. Nous avons aussi besoin de laisser des possibilités de libre-choix. On jugera sur pièces. Nous sommes prêts à négocier. Le statu quo n'est pas satisfaisant. On doit construire du mieux pas du moins.

Les régimes spéciaux devraient disparaître. Quelle est votre position ?

On peut aller vers un système commun en gardant des spécificités. Si l'idée de cette réforme c'est de se payer les régimes spéciaux, ça n'a pas de sens. À chaque fois qu'on essaye de faire croire que pour construire quelque chose il faut démolir quelqu'un, on est dans l'impasse.

Un sujet vous tient particulièrement à cœur ?

Oui celui lié aux petites retraites. Il n'est pas normal qu'après avoir cotisé toute votre vie vous ne touchiez que 80 % du smic. Ça devrait être 100 %. L'autre ambition, c'est de refonder les solidarités à l'intérieur du système, par exemple pour ceux qui ont des métiers pénibles. Il faudra aussi regarder si on peut construire un étage supplémentaire par le biais d'un plan d'épargne collectif. Toute l'année va être consacrée à ce dossier. On veut une réflexion sur le système de retraite de demain pour qu'il soit plus sûr et plus juste. LA CFDT lancera une grande enquête : *Parlons sur les retraites*. Les gens pourront s'exprimer dans le cadre d'une enquête en ligne via 150 questions. L'objectif c'est d'arriver aux discussions avec des propositions concrètes

Tourner la page de l'ancien monde comme le souhaite Emmanuel Macron, c'était nécessaire ?

J'en ai assez qu'on nous renvoie à l'ancien monde. La CFDT a autant pensé le nouveau monde que ceux qui nous gouvernent. Et les trente dernières années, il ne s'est pas rien passé en France. Quel type de société veut-on construire ? Quel modèle social ? Quelle place pour les plus fragiles ? Quelle redistribution ? Quelle place pour les corps intermédiaires et **les syndicats** ? Tout ça manque de sens. Par exemple, on n'entend pas parler de pauvreté. Il y a plus de cinq millions de personnes qui sont en situation de pauvreté dont beaucoup d'enfants de moins de 10 ans. Pas très loin d'ici, à Paris, 2000 personnes vivent sous 800 tentes. Sur tous ces sujets, je voudrais élever le débat, parler de politique à hauteur de femmes et d'hommes. La question ce n'est pas de savoir si nous sommes pour ou contre le gouvernement mais plutôt de réfléchir au monde que nous voulons construire demain.

Vous avez pourtant appelé à voter pour le Président actuel au premier tour ?

Si au second tour nous avons appelé à voter Macron, ce n'était pas par adhésion, c'était pour contrer le **Front National** qui n'est pas un parti comme les autres. La démocratie, j'y tiens comme à la prune de mes yeux.

La réforme de la formation peut relancer l'emploi ?

La montée en compétence de tous, c'est ce qui nous permettra demain d'être compétitif et de lutter contre le chômage. Il y a des avancées importantes. On augmente le droit à la formation à travers le CPF. On crée aussi un droit à l'accompagnement gratuit. C'est essentiel car les applis sur smartphone ne sont pas la réponse à tout, notamment pour les moins qualifiés. Mais la monétisation du CPF (Compte personnel de formation) en euros sans avoir régulé le système de formation va aussi créer de grosses inégalités. Les tarifications dans les centres de formation ne sont pas encadrées. Le nouveau système va mettre beaucoup de temps à se mettre en place. On risque de perdre un an ou deux. Là encore, il n'y a pas eu d'écoute. **La France insoumise parle d'un coup d'état social pour les réformes conduites par le gouvernement.**

Il faut faire attention aux mots. Ce gouvernement est issu d'élections législatives démocratiques. Il est légitime. **Vous venez de publier un livre *Au boulot. Les Français sont attachés à leur travail ?***

200 000 personnes avaient répondu à cette enquête *Parlons travail*. À la question aimez-vous votre travail, les gens répondent à 75 % oui. Votre entreprise ? 70 % oui. Ce n'est pas forcément les réponses qu'un syndicaliste pouvait imaginer. Le travail ce n'est pas la misère généralisée. Ce n'est pas un monde de bisounours non plus.

Pour 40 %, c'est aussi un lieu où l'impact physique du travail est fort. La verticalité et les injonctions contradictoires y sont contestées. L'élément principal qui m'a poussé à écrire ce livre c'est que les salariés veulent participer aux choix qui les concernent. Ils veulent pouvoir peser sur la stratégie de leur entreprise et de leur administration. C'est notre vision depuis que nous avons poussé à la création de la section syndicale d'entreprise en 1968.

Seul problème, nous avons en face de nous des organisations patronales qui considèrent que le travail n'est pas une partie constituante de l'entreprise. Et l'employeur public n'est pas toujours plus responsable. La CFDT apporte des propositions pour que les travailleurs soient mieux représentés dans la gouvernance de l'entreprise..

Vous refusez de rejoindre le camp des eurosceptiques. Pourquoi ?

L'Europe affronte de nombreux défis. L'idée que la France s'en sortirait mieux toute seule est une illusion. En Europe, en dépit de toutes les imperfections, on a tout de même construit un modèle social et démocratique même s'il prend des coups en ce moment. Ce modèle, on doit le consolider. Il y a des politiques communes sur l'énergie, la défense, la transition écologique à mener. Le climat actuel y est plus favorable. Je préfère la Commission Juncker à celle de Barroso. L'Europe est à la fois notre protection et notre horizon. Mais il faut aussi savoir s'exprimer quand l'Europe ne mène pas des politiques dignes de ce nom. C'est le cas aujourd'hui pour les migrants. La CFDT est européenne car la transformation sociale et la démocratie passent par l'Europe. Évidemment, la facilité ce serait de rester en dehors de tout ça.

Le conflit de la SNCF semble créer une ligne de fracture au sein de la CFDT. Ça vous inquiète ?

Non parce qu'il n'y a pas de ligne de fracture. Il y a eu un article de presse disant qu'il y avait un problème entre la CFDT cheminots et la direction de la CFDT. C'est n'importe quoi. Nous sommes sur la même ligne. Je suis à fond derrière les cheminots CFDT. Ils n'ont pas apprécié qu'on tape sur leur entreprise. Cette réforme a été mal préparée et mal lancée par le gouvernement qui est responsable du blocage actuel. Mais la CFDT cheminots continue à faire des propositions pour sortir du blocage.

Qu'est-ce que vous reprochez à la méthode du gouvernement ?

Le ferroviaire, ce n'est pas qu'une question de budget. On parle de plus de quatre millions de personnes transportées tous les jours. C'est aussi un enjeu profond de transformation écologique qui n'a pas été abordé. Tout comme on n'a pas parlé de fiscalité écologique. À la place, on a eu : « Vous êtes **des cheminots** et donc des privilégiés ». Beaucoup de sujets n'avaient pas été expertisés avant le début des négociations. Comme toutes les interrogations ne sont pas levées, nous continuons à nous mobiliser ?

Vous parlez malgré tout d'avancées. Est-ce que vous pouvez les détailler ?

Je suis un syndicaliste. Quand il y a des avancées, je le dis. Sinon, on désespère la terre entière. La CFDT cheminots a déposé une vingtaine d'amendements dont une partie sera reprise par le gouvernement ou les parlementaires. C'est ce qu'a précisé un courrier d'**Elisabeth Borne**. Dans ces négociations, il y a quatre points. En premier lieu, quelles sont les garanties pour les cheminots qui seront transférés dans une autre entreprise (dans le cadre de l'ouverture à la concurrence) ? Sur ce plan, nous avons obtenu des garanties, comme le volontariat ou le maintien de la garantie d'emploi. La CFDT cheminots a déposé une vingtaine d'amendements dont une partie sera reprise par le gouvernement ou les parlementaires. C'est ce qu'a précisé un courrier de Muriel Pénicaud.

Ensuite, la question de la dette. Sa reprise par l'Etat semble acquise. C'est une bonne chose, même s'il va falloir rapidement en préciser les conditions. En troisième point, le devenir de l'entreprise : le fait qu'elle demeure une société publique nous satisfait.

Enfin, sur le quatrième sujet, le cadre social. Sur ce point, le Président de la République est pour le moins elliptique. Si on met fin au statut des cheminots, par quoi est-il remplacé ? Il n'y a rien. La CFDT attend que le gouvernement prenne en compte ses propositions.

Elisabeth Borne la ministre des Transports dit que le nouveau cadre social relève d'une convention de branche.

Il faut définir ce que sera le futur cadre social dans le transport ferroviaire et les conditions pour y arriver. Tout reste à écrire. Les salariés ne veulent pas être à la merci du bon vouloir des employeurs de ce secteur. Nous voulons donc une convention collective de haut niveau. Il faut par ailleurs aussi préciser l'organisation de ce futur groupe ferroviaire que sera la SNCF. Le Président de la République a dit dimanche soir que l'organisation en plusieurs branches n'était pas satisfaisante. C'est aussi ce que nous pensons. Maintenant, on a besoin d'en savoir plus.